



## PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique  
Direction de la coordination  
et du management de l'action publique  
Bureau des procédures d'utilité publique  
2015/ICPE/027  
APC société GPN  
conditions de suivi des eaux  
souterraines et superficielles

### LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE Officier de la Légion d'honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 fixant au GIE Groupement pétrolier de Nantes (GPN), dont le siège social est situé 562 avenue du parc de l'Ile à NANTERRE (92029), des prescriptions complémentaires relatives à la cessation d'activité, à la surveillance des eaux souterraines et à la gestion du site, concernant l'ancien site industriel situé à Saint-Herblain, quai Cormerais ;

VU l'analyse de risques résiduels de mars 2010 référencée A55950/C ;

VU la demande portant modification de la périodicité de surveillance prévue à l'article 4 de l'arrêté complémentaire du 19 novembre 2004 susvisé, sollicitée par l'exploitant par lettre du 8 août 2014 ;

VU le rapport ANTEA A75795C de juin 2014 établissant le bilan quadriennal de la qualité des eaux souterraines et superficielles pour la période 2009-2013 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 instaurant des servitudes d'utilités publiques sur les parcelles qui ont été impactées par les activités de l'ancien site industriel exploité par le GIE GPN à Saint-Herblain - 120 quai Emile Cormerais ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire en date du 6 novembre 2014 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa séance du 22 janvier 2015 ;

VU le projet d'arrêté notifié, le 29 janvier 2015, au GIE Groupement Pétrolier de Nantes, en application de l'article R512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

VU l'absence d'observation du GIE Groupement Pétrolier de Nantes ;

**CONSIDERANT** que les résultats d'analyse des prélèvements concernant le plomb se situent à la limite de quantification ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble des autres paramètres suivis sont stables à l'exception toutefois du benzène ;

**CONSIDERANT** que le benzène a été pris en compte dans l'analyse de risques résiduels susvisée, et que les niveaux de risque sont nettement inférieurs aux valeurs de référence fixées par la réglementation ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence de communication entre les nappes profondes et superficielles, les concentrations en benzène sont stables dans le temps ;

**CONSIDERANT** que la mise en place de servitudes d'utilité publique est de nature à assurer la non utilisation des eaux souterraines et superficielles ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

## **ARRETE**

### **Article 1er : Prévention de la pollution des eaux**

La surveillance prévue à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 susvisé s'exerce désormais semestriellement à l'exception du paramètre benzène pour lequel la périodicité trimestrielle est conservée.

Le suivi du paramètre Plomb est abandonné.

### **Article 2 : Abrogation de certains articles de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004**

Les articles 1er, 2, 3 et 4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2004 susvisé sont abrogés.

### **Article 3 - Voies et délais de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Nantes.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification du présent arrêté au demandeur ou à l'exploitant. Ce délai est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

### **Article 4 - Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

### **Article 5 - Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Herblain et pourra y être consultée.

Cet arrêté sera affiché à la mairie de Saint-Herblain pendant une durée minimum d'un mois. Il sera publié sur le site Internet de la préfecture (<http://www.loire-atlantique.gouv.fr/>)

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique – bureau des procédures d'utilité publique).

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du GIE GPN, dans les quotidiens « Ouest France » (édition de Loire-Atlantique) et « Presse Océan ».

### **Article 6 - Diffusion**

Deux copies du présent arrêté seront remises au GIE GPN qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site par l'exploitant.

### **Article 7 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire Atlantique, le maire de Saint-Herblain, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le

- 6 MARS 2015

**Le PREFET**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY